

Rapport Annuel d'activités 2015



Sommaire

Sigles & Acronymes	3
Contexte	5
Bilan technique	7
1. Rappels des objectifs et des cibles	7
2. Tableau synoptique des activités menées et résultats.....	7
2.1 <i>Activités planifiées</i>	7
2.2 <i>Activités menées sur le volet « MIGRATION »</i>	19
3. Niveau d'atteinte des cibles par les Programmes	20
4. Difficultés au niveau de l'exécution des Programmes	22
5. Autres activités réalisées	24
5.1 <i>Autres activités réalisées au niveau des programmes</i>	24
5.2 <i>Activités réalisées au niveau de la coordination, supervision et représentation</i>	25
5.3 <i>Activités au niveau de la gestion des ressources humaines et administration</i>	27
5.4 <i>Autres activités réalisées au niveau de l'administration</i>	28
Bilan financier	Erreur ! Signet non défini.
1. Tableau des emplois – ressources RSF	Erreur ! Signet non défini.
2. Bilan des activités de passation des marchés.....	Erreur ! Signet non défini.
Perspectives	30
1. Plan d'action et besoins financiers	30
2. Cible à atteindre	31
ANNEXE: ZOOM SUR LE PROGRAMME EHA EN IMAGE ET TEMOIGNAGES...	32

Sigles & Acronymes

AFJCI : Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire
AGR : Activités Génératrices de Revenues
APEH - YOP : Association de parents d'élèves porteurs du handicap - Yopougon (quartier nord d'Abidjan)
AS: Assistant Social
APEH-YOP: Association des parents d'enfants handicapés de Yopougon
BIT/OIT : Bureau International du Travail/Organisation Internationale du Travail
BPM : Brigade de Protection des Mineurs
CA : Conseil d'Administration
CADBE : Charte Africaine des Droits et Bien-être de l'Enfant
CAT: Conduite à tenir
CDE : Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant
CEPA : Centre d'Ecoute Pilote d'Adjamé
CESEH : Centre d'Eveil et de Stimulation des Enfants Handicapés
CIM : Comité interministériel de lutte contre la traite des enfants
CLP : Comité Local de Protection
CRDPH: Convention relative aux droits des personnes handicapées
CREA: Complexe Socioéducatif ERB Aloïs
COGES : Comité de gestion des écoles
COM : Centre d'Observation des Mineurs
CNPE : Coordination nationale de la protection de l'enfance
CNS : Comité national des actions de lutte contre la traite, l'exploitation et les pires formes de travail des enfants
CNLVFFE : Comité national de lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants
CP: Chargé de programme
DDE-CI : Dignité et Droits pour les Enfants en Côte d'Ivoire
DE: Directeur Exécutif
DPE : Direction de la protection de l'enfant
DPJEJ : Direction de la protection judiciaire de l'enfance et de la jeunesse
DPPH : Direction de la Protection des Personnes en situation de Handicap
DPS : Direction de la protection sociale
ECIS: Ecole ivoirienne pour les sourds
ECL : Enfant en Conflit avec la Loi
EDR : Enfants De la Rue
EHA : Enfants handicapés ou enfants en situation de handicap
EVA: Enfants victimes de violences et d'abus
EMD : Enfant de Mère détenue
ESB: Enfant sans Barreaux
FFOM: Forces, faiblesses, opportunités et menaces
FOCIT: Fondation Orange Côte d'Ivoire Télécom
IBCR : International Bureau of Child's Rights
IDTVR : Identification, Documentation, Tracing (Recherche), Verification&Reunification
IMC : Infirmité motrice cérébrale
INIPA: Institut national ivoirien pour la promotion des aveugles
JEA: Journée de l'enfant africain
JFD: Jeunes filles domestiques
JIPH: Journée internationale des personnes handicapées
JMSA: Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme
LF : Liliane Fonds
MAC : Maison d'Arrêt et de Correction
MAF : Maitre Artisan Formateur
MEEASFP : Ministère d'Etat, Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle
MESAD : Mouvement pour l'Education, la Santé et le Développement
MSFFE : Ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant
MGF - Mutilations Génitales Féminines
OCB : Organisation Communautaire de Base
ONG : Organisation Non Gouvernementale
ONUCI : Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
OPJ : Officiers de Police Judiciaires
OP/I : Organisation Partenaire/Intermédiaire

OPS : Organisation Partenaire Stratégique
OIM : Organisation Internationale d'Immigration
PCA : Président du Conseil d'Administration
PEC : Prise en Charge
PMA : Paquet Minimum d'Activités
PNPE : Politique Nationale de Protection de l'Enfant
PS : Plan Stratégique
PTA : Plan de travail Annuel
RAO : Réseau Afrique de l'Ouest
RIEHCI: Réseau des institutions pour enfants handicapés de Côte d'Ivoire
RBC : Réhabilitation à Base Communautaire
S/DLTEDJ : Sous Direction de la Lutte contre la Traite des Enfants et de la Délinquance Juvenile
SNLVBG : Stratégie Nationale de lutte contre les VBG
SGBCI : Société Générale de Banque en Côte d'Ivoire
SOCI: SpecialOlympics Côte d'Ivoire
UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

Contexte

Au cours de l'année 2015, l'environnement sociopolitique s'est quelque peu amélioré. En effet, une partie de l'opposition s'est inscrite dans le dialogue républicain avec le pouvoir et ils s'en aient suivies des élections présidentielles calme et sans heurts. Certains exilés politiques ont regagné le pays. Au plan sécuritaire, on note la détermination des autorités à faire régner l'ordre et la paix.

Concernant le volet protection des enfants, le rapport d'analyse sur la situation de l'enfant en Côte d'Ivoire (SITAN 2014), a relevé un certain nombre d'anomalies et de difficultés qui plombent le bien-être et le développement des enfants vivant sur le sol ivoirien.

De fait, outre la non déclaration systématique de milliers d'enfants à l'état civil à leur naissance, la persistance du taux mortalité élevé de la petite enfance (un enfant sur neuf meurt avant l'âge de 5 ans) pour des maladies évitables de nos jours et la recrudescence de la malnutrition chronique, la SITAN 2014 a fait ressortir la triste réalité pernicieuse de l'exposition des enfants aux multiples formes de maltraitance, d'abus et d'exploitation dont l'excision, le viol et les châtiments corporels ; des formes de violences qui sont généralement tolérées, banalisées dans certains cas par les populations elles-mêmes, alors qu'elles impactent négativement le développement et le bien-être des enfants, qui sont des êtres fragiles. Malgré tous les progrès constatés dans la prise en charge, le niveau des VBG demeure préoccupant ; des obstacles subsistent tels que la stigmatisation sociale et la marginalisation des victimes, les tabous sociaux et culturels, les défis de la réinsertion sociale des victimes, de leur prise en charge psychologique et des disparités géographiques et économiques dans l'accès aux services de santé et de justice avec de nombreux cas qui échappent à la justice. Ces tristes constats s'accroissent pour les enfants porteurs de handicap, camouflés, discriminés, qui ne peuvent bénéficier d'une éducation adaptée et des soins appropriés.

Pour remédier à ces maux, cette 5^{ème} édition (présentée en juillet 2014) du rapport sur la situation de l'enfant préconise entre autres solutions, de renforcer le système national de protection de l'enfant, en mettant effectivement en œuvre la politique et les stratégies élaborées à cet effet.

Ce faisant, sous l'initiative de la DPE du MSFFE, la Côte d'Ivoire a abouti à l'élaboration en cette année 2014, et ce, pour les quatre prochaines années, de la politique nationale de protection de l'enfant dotée d'un plan stratégique concret et ambitieux de concert avec tous ses partenaires multilatéraux et nationaux publics, privés et de la société civile; Ce document est appuyé par celui de la Stratégie nationale de lutte contre les VBG dont le lancement s'est fait en septembre 2014; elle a par ailleurs, ratifié la convention des Nations Unies relative aux droits des personnes handicapées; et des décrets d'application relatifs à la loi d'orientation de 1998 ont été élaborés et soumis au gouvernement pour validation.

Tout en encourageant ces actions politiques de protection des enfants, il est impérieux d'intensifier les interventions concrètes visant les changements perceptibles dans la vie des enfants, tant au niveau structurel, systémique qu'opérationnel dans une approche multisectorielle.

C'est dans cet environnement de labeurs que l'ONG *"Dignité et Droits pour les Enfants en Côte d'Ivoire"* (DDE-CI) poursuit les activités du BICE en tant que son partenaire opérationnel au niveau de la CI.

En effet, DDECI inscrit son action dans la promotion de la Convention des Nations Unies relatives aux droits de l'enfant (CDE) et de la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant (CADBE) et agit particulièrement auprès des enfants en difficulté, victimes de toutes formes de violences, de la guerre, de la drogue, de la prostitution, de l'exploitation économique, de la traite, du VIH/SIDA, du handicap et de l'abandon par leur famille.

Au plan organisationnel, la fin de l'exercice 2014 a été marquée par la rédaction du plan stratégique de DDECI pour les cinq prochaines années, la révision de son manuel de procédures de gestion et la quête de nouveaux partenaires financiers stratégiques en fonction des cibles; un audit financier a été réalisé dans la perspective du renforcement de la reddition des comptes vis-à-vis des bailleurs et des cibles bénéficiaires.

Aussi, la poursuite des activités au plan opérationnel s'est faite autour des quatre axes d'intervention suivants :

- Actions directes en faveur des enfants ;
- Actions de plaidoyer pour un environnement protecteur des enfants ;
- Actions de mobilisation sociale et communautaire ;
- Renforcement des capacités des acteurs de la société civile et des professionnels.

Ces initiatives sont mises en œuvre à travers plusieurs programmes (EHA, ESB, EVA) et projets dont le projet MIGRATION, à travers le RAO (Réseau Afrique de l'Ouest), mécanisme transfrontalier ouest africain établi en vue de mieux répondre aux besoins des enfants les plus vulnérables, notamment les enfants en situation de mobilité, les enfants non accompagnés, les enfants séparés de leurs familles, les enfants victimes de la traite, d'exploitation, les enfants des rues, les jeunes migrants échoués, les enfants en conflit avec la loi, etc... Ce processus commence par l'identification de l'enfant jusqu'à sa réinsertion familiale et au suivi de celle-ci.

Depuis avril 2014, les enfants du centre Sauvetage ont été transférés au complexe socioéducatif ERB Aloïs (CREA) de Yopougon aux côtés des enfants en situation de handicap. Plusieurs enfants victimes de toute sorte d'abus y ont été accueillis, hébergés et reçu le premier secours d'urgence avant toute autre PEC holistique.

DDECI n'a pu valablement mener toutes ces activités d'assistance et de protection des enfants identifiés, recueillis qu'avec les contributions en nature comme en espèces de plusieurs bienfaiteurs individuels et institutionnels publics et privés ; nous saluons solennellement leur action pleine d'humanisme et leur exprimons toute notre gratitude.

A tous ces intervenants divers, ce présent rapport vise à rendre compte des activités menées par les programmes et la coordination durant l'année écoulée 2014.

Bilan technique

1. Rappels des objectifs et des cibles

De façon générale, les enfants vulnérables jouissent de leurs droits, bénéficient de mesures de protection et reçoivent le secours et l'assistance nécessaires pour leur croissance harmonieuse aux travers les actions des programmes de DDECI

	Programme EHA	Programme ESB	Programme EVA	
Thématique	Promotion de l'assistance inclusive	Justice juvénile restaurative	Réunification familiale des enfants migrants	Accueil en transit et réinsertion socio familiale
Objectifs	Appui aux droits des enfants en situation de handicap en vue de leur intégration dans la vie de leur communauté et jouissent de leurs droits fondamentaux.	Développement d'un système de justice juvénile conforme aux normes nationales, régionales et internationales et promotion de pratiques restauratives visant la réinsertion	Prise en charge d'urgence, suivis de la recherche familiale et de l'évacuation sociale	Accueil des enfants victimes d'abus/violences en leur fournissant un premier secours d'urgence et une PEC holistique en vue de leur réhabilitation sociale
Cible principale	Les enfants porteurs de handicap	Les enfants en conflit avec la loi	Les enfants migrants pour divers motifs	Les enfants égarés et abandonnés, exploités, maltraités
Cible secondaire	- les parents et familles, - les services et agents de l'Etat (services sociaux), - les partenaires institutionnels de la société civile, les médias, - les groupes religieux et les communautés de base, Leaders et responsables de regroupements associatifs			

2. Tableau synoptique des activités menées et résultats

2.1 Activités planifiées

Activités menées	Résultats obtenus	Commentaire	Recommandations
AXE 1: Actions directes en faveur des enfants			
Programme EHA			
Apporter aux EHA, une assistance médicale appropriée et de qualité	55% des cas de retard psychomoteur commencent à acquérir la position assise. 23% des cas de retard psychomoteur marchent relativement bien dans les barres parallèles ou avec	Les pathologies récurrentes sont: IMC (33), hydrocéphalie (23), retard psychomoteur (11), pied bots (10), -Des exercices de mobilisation et de posture, d'étirement, de renforcement musculaire, de stimulation de la marche ont conduit	Reconduire l'activité

	<p>trotteuse.</p> <p>80% des enfants aux pieds bots ont retrouvé la posture initiale de leurs pieds.</p> <p>38% des cas d'IMC ont vu leur spasticité réduite</p> <p>85% des hydrocéphales ont obtenu des valves, ont été opérés et se portent bien.</p>	<p>aux résultats obtenus.</p> <p>-Sur les 23 hydrocéphales opérés, 03 décès et 04 enfants ayant contracté la méningite au bloc opératoire selon les parents.</p> <p>Implication effective des parents dans la rééducation et engagement de deux kinés à la cause des enfants</p>	
<p>Apporter une éducation adaptée/spécialisée aux EHA (<i>éveil et stimulation</i>).</p>	<p>60% des enfants sont autonomes (s'habiller seul, manger seul, prendre le bain sans assistance etc),</p> <p>55% respectent les consignes (faire les petites commissions, le coloriage sans déborder l'image),</p> <p>35% comptent de 1 à 50. Il y a eu 77 inscrits à la rentrée 2013-2014</p>	<p>l'âge varie entre 5 et 17 ans ; activités d'éveil et de stimulation (psychomotricité, autonomie à la vie quotidienne, de cognition, de socialisation et de communication).</p> <p>12 cas d'abandon pour diverses raisons: mutation des parents, problèmes de santé etc. L'effectif en fin d'année est de 65 enfants dont 43 garçons et 22 filles.</p> <p>Pour la rentrée scolaire 2014-2015, 72 enfants ont été inscrits à l'éveil dont 27 filles et 45 garçons.</p>	<p>-Reconduire l'activité en menant une réflexion sur l'insertion des enfants de plus de 15 ans.</p> <p>ouvrir une classe d'alphabétisation pour les déficients intellectuels légers.</p> <p>-Initier l'outil informatique aux déficients intellectuels légers</p>
<p>Permettre aux EHA d'accéder aux activités sportives et aux compétitions nationales et internationales</p>	<p>L'athlétisme, tennis de table, natation, pétanque et basketball ont été dispensées ; 22 séances d'entraînements aux jeux de pétanque et tennis de table pour 13 enfants du CREA. -12 séances de natation pour 07 enfants à la nage à crawl, avec la planche... En athlétisme 16 séances ont permis d'améliorer les performances de 10 athlètes. 03 enfants connaissent les règles de jeu du basketball</p>	<p>Au tennis de table, les apprenants savent tenir la raquette, engager la balle...A la pétanque, les enfants savent tenir la boule ; connaissent les règles de jeux.</p> <p>-16 bénéficiaires sélectionnés pour les jeux nationaux organisés par SOCI ont remporté 10 médailles dont 07 d'or. 04 enfants sélectionnés pour les jeux mondiaux de Los Angeles 2015 ; une motivation des athlètes ainsi que des coachs. Le terrain d'entraînement offert par la communauté ne respecte pas les normes. En plus, il est impraticable en cas de pluie.</p> <p>-04 de l'enseignement spécialisé continuent d'être suivis. Tous ces enfants issus des familles démunies ont bénéficié du soutien des Fondations Liliane et ERB Aloïs (frais de scolarité, fournitures scolaires octroyés)</p> <p>Un suivi et soutien scolaire: il s'agit de 12 enfants dont 05 filles et 07 garçons et non 17.</p>	<p>Poursuivre afin d'améliorer leurs performances.</p> <p>Rechercher au niveau local un financement</p>
<p>Apporter aux EHA un soutien et suivi scolaires</p>	<p>-02 du secondaire ont obtenu leur baccalauréat au titre de l'année scolaire 2013-2014.</p> <p>-04 du primaire passent tous en classe supérieure</p> <p>-02 échecs au BTS.</p>		<p>Reconduire l'activité</p>

Apporter aux EHA un appui psychosocial	Deux adolescents âgés de 12 et 15 ans, en conflit avec leurs parents ont été écoutés.	Il ressort de l'écoute que les parents ne s'occupent pas de leur enfant. Une médiation faite a permis d'aplanir le différend.	Référer désormais les enfants au programme "EVA" implanté au CREA.
Education à la citoyenneté	organisée au CREA, l'élection du Président des enfants du complexe. Tous les lundis matins et les vendredis après-midis, les enfants et le personnel du CREA rendent honneur au drapeau ou à l'emblème national : acte de citoyenneté apprécié par les enfants.	Opportunité pour expliquer aux enfants la notion de démocratie et de participation. -Un mat avec drapeau de la Côte d'Ivoire a été installé au CREA. Les enfants ont élu leur représentant qui est leur porte-parole.	Poursuivre l'activité

Programme EVA

Accueillir les enfants en difficulté	33 garçons, 28 filles et 01 femme -moins de 06 ans : 04 (03 filles et 01 garçon) -de 13 à 17ans : 15 (07 filles et 08 garçons) -18 ans et plus : 02 (01 femme et 01 jeune homme)	-62 kits octroyés (éponge, serviette, brosse à dents, savons de toilette, pâte dentifrice, drap, couverture) En 2014, 62 enfants accueillis. Nombre en grande baisse. En 2013, 234 enfants dont 118 garçons et 116 filles ont séjourné au centre sauvetage. Raisons : le manque de financement du programme EVA et la délocalisation du centre ne disposant pas d'une grande capacité d'accueil (25 places contre 60 pour l'ancien centre).	-Augmenter la capacité d'accueil du centre sauvetage
Hébergement Alimentation et besoins vitaux	57 bénéficiaires (30 garçons, 03 dames et 24 filles) restés au centre en fin 2013 et 62 nouveaux accueillis en 2014 (28 filles, 01 dame et 33 garçons). 63 garçons, 52 filles; 04 femmes -moins de 06 ans : 09 (05 filles et 04 garçons) -de 06 ans à 12 ans : 74 (26 filles et 48 garçons) -de 13 à 17ans : 31 (16 filles et 15 garçons) -18 ans et plus : 05 (04 femmes et 01 jeune homme)	- 119 kits octroyés (éponge, serviette, brosse à dents, savons de toilette, pâte dentifrice, drap, couverture) Par ailleurs, les travaux de réhabilitation des locaux effectués au cours du deuxième semestre ont permis d'améliorer les conditions d'hébergement. Comparativement aux années précédentes, nous avons hébergé peu d'enfants cette année (119 contre 358 en 2013) pour des raisons évoquées plus haut.	-Chercher des financements -Augmenter la capacité d'hébergement du centre sauvetage

Assistance médicale	<p>Les soins ont été administrés en 580 séances.- 52 consultations à l'endroit de 52 bénéficiaires dont 27 garçons, 24 filles et 01 femme - 01 intervention chirurgicale au bénéfice d'une mineure victime d'une double fracture de poignet,</p> <ul style="list-style-type: none"> - 01 électro-encéphalogramme pour le cas d'épilepsie, - 01 test de grossesse, - 01 échographie, - Des pansements de plaie. 	<p>Le partenariat avec la clinique « Le Manguier », grâce à la SGBCI, a été d'un apport considérable dans la PEC médicale des bénéficiaires. Les affections diagnostiquées et traitées :-Dermatoses (teignes et mycoses), Paludisme, Céphalées, -Douleurs abdominales, Epilepsie, Conjonctivite; Otite, Prurit oculaire et cutanés; Toux sèches, Douleurs thoraciques, Trouble du cycle menstruel; Kyste au poignet, Toux grasse ; Rhume, Douleur de la gorge</p>	
Appui psychosocial et affectif	<p>56 garçons, 48 filles et 01 femme qui ont bénéficié de : 125 séances d'écoute, 115 séances d'entretien, 88 séances de thérapies cognitives et comportementales, 25 séances de thérapie de soutien, 08 séances de guidance parentale, 07 séances de counseling.</p>	<p>A leur arrivée au centre sauvetage, les bénéficiaires sont systématiquement reçus en séances d'écoute en vue de comprendre leur fonctionnement psychologique, les circonstances des faits dont ils font l'objet. Ainsi, à l'exception de ceux qui fuguent quelques jours après leur arrivée au centre, tous les enfants écoutés ont bénéficié d'une PEC psychologique qui a conduit au rétablissement de leurs liens avec leurs familles, à la formulation d'un projet de vie pertinent pour leur réintégration sociale ou à leur réorientation vers d'autres structures (placement en institution).</p>	Poursuivre l'activité
Activités socio-éducatives et sportives	<p>106 séances d'alphabétisation, de coloriage et de dessin libre - 70 séances de jeux; 56 causeries sur des thèmes visant à favoriser leur réinsertion durable (hygiène corporelle, vestimentaire et environnementale, les dangers de la rue, etc.); 152 séances de sport; 46 assemblées des enfants et 44 réunions de tutorat</p>	<p>Les activités socio-éducatives et sportives ont permis non seulement de maintenir ou d'améliorer le niveau de connaissances des enfants en rupture scolaire, mais aussi ont contribué à l'épanouissement des bénéficiaires. Toute chose qui favorise une réinsertion durable. Les réunions de tutorat voient la participation des enfants pour la prise de décision les concernant.</p>	Poursuivre l'activité
Recherche de famille	<p>Elles ont été fructueuses pour 81 enfants, dont 34 filles et 47 garçons ; et infructueuses pour 06 enfants dont 02 filles et 04 garçons.</p>	<p>Les recherches ont permis d'identifier les parents ou répondants des enfants et d'échanger avec eux sur le processus de réinsertion de leurs enfants. Les recherches de familles effectuées à l'intérieur du pays ont été possibles grâce à nos réseaux communautaires, aux ONG partenaires et à certains parents de nos ex-bénéficiaires que nous avons utilisés comme des relais.</p>	<p>Poursuivre l'activité; Acquérir un véhicule pour les recherches de familles; Formaliser le partenariat avec les réseaux communautaires, les personnes relais et les ONG.</p>

<p>Médiations familiales</p> <p>Réinsertion/ Placement en institution ou en famille d'accueil</p>	<p>185 séances de médiation ont été menées avec 112 parents et 92 enfants pour rétablir et consolider les liens familiaux</p> <p>- 28 réinsertions familiales dans le district d'Abidjan, dont 18 garçons et 10 filles</p> <p>- 21 réinsertions familiales à l'intérieur du pays, dont 05 garçons et 16 filles</p> <p>- 27 réinsertions familiales dans la sous-région, dont 15 garçons, 08 filles et 04 femmes</p> <p>- 01 réinsertion familiale à Bronx, NEW YORK.</p> <p>21 enfants dont 16 garçons et 05 filles ont été placés en institution.</p> <p>02 enfants dont 01 fille et 01 garçon placés dans des familles d'accueil</p>	<p>Parents invités au centre pour des séances de médiations, dans le cadre du processus de réinsertion de leurs enfants ; Echange sur la situation de leurs enfants et les difficultés relationnelles qu'ils rencontrent avec ces derniers.</p> <p>Ont été impliqués dans les séances de travail parents, enfants, et responsables des structures comme le foyer Akwaba, le village Marie Dominique, la pouponnière de Yopougon, avec le juge de tutelle</p> <p>Des projets de vie ont été élaborés :</p> <p>-Ecole : 68 ;</p> <p>-Apprentissage de métiers (coiffure, couture, mécanique, menuiserie) : 14 ;</p> <p>-AGR (Activités Génératrice de Revenues) : 08</p> <p>-08 enfants dont leur projet est en cours d'élaboration.</p>	<p>-Poursuivre l'activité</p> <p>-Poursuivre l'activité, -Acquérir un véhicule pour les réinsertions familiales.</p>
<p>Suivi en famille et en institution</p> <p>Eveil de la petite enfance</p>	<p>- suivi en institution : 40 enfants, dont 32 garçons et 08 filles</p> <p>- suivi à l'intérieur du pays : 12 enfants dont 05 garçons et 07 filles</p> <p>- suivi au niveau du district d'Abidjan : 38 enfants dont 20 garçons et 18 filles</p> <p>Rentrée 2014-2015 : 95 enfants ; dont 51 garçons et 44 filles</p> <p>Rentrée 2013-2014 : 95 enfants, (49 garçons et 46 filles) repartis selon leur niveau : Petite section : 25 (15 garçons et 10 filles) Moyenne section : 24 (06 garçons et 18 filles) Grande section : 46 enfants dont 28 garçons et 18 filles</p> <p>Au nombre des enfants de l'année scolaire 2013-2014, il y a eu seulement 20 qui ont reconduit leur scolarité pour la rentrée scolaire 2014-2015. Ce qui implique 75 nouveaux inscrits.</p>	<p>Le suivi a permis d'appréhender de visu les enfants dans leurs milieux de réinsertion. Les échanges avec ces enfants et leurs répondants, ont permis d'apprécier leur niveau d'intégration. On constate dans l'ensemble des cas, que les projets de vie des enfants ont été exécutés. Ils sont donc parfaitement intégrés et épanouis.</p> <p>Tous les enfants de la grande section de 2013-2014 étaient prêts à intégrer le cycle primaire. Les enfants des petite et moyenne sections ont reçu toutes les acquisitions leur permettant d'intégrer le niveau supérieur</p> <p>Activités pédagogiques : Education motrice; Activités langagières ; éveil mathématique; création; graphisme; chant mimé ;</p> <p>Activités culturelles : célébration de Noël ; mardi gras ;</p> <p>Rencontres avec les parents : - la remise des travaux des enfants (juin 2014) suivi d'entretien individuel avec les parents sur le thème de l'importance du respect de toutes les étapes de l'instruction au préscolaire.</p>	<p>Poursuivre l'activité</p> <p>Poursuivre l'activité</p>
<p>Programme ESB</p>			

Accueil, écoute et soutien psychosocial des enfants à la S-DLTEDJ, ex BPM	Des ECL soupçonnés d'infraction et en garde à vue ont été accueillis et écoutés et ont bénéficié de soutien psychosocial	Les ECL accueillis et écoutés pour la plupart sont soupçonnés de vol soit 85% des mineurs accueillis ; un cas de meurtre et quelques cas de coups et blessure volontaires, viol et des cas de délit de vagabondage	Accroître le personnel social intervenant à la BPM suite aux nombreux cas d'enfants accueillis et écoutés
Médiation et conciliation à la BPM	Les ECL ont été libérés et intégré la famille	Fort taux de libération à l'issue de la médiation	Privilégier les actions de médiation à tout niveau
Appui psychologique en faveur des mineurs du COM MACA	Les ECL ont bénéficié de soutien psychoaffectif conséquent	Les ECL suivis sont des délinquants immatures ; altération des liens familiaux et troubles affectifs	Rétablir les liens familiaux devient un impératif dans le processus de réinsertion sociale aussi, il faut poursuivre les ateliers de parentalité positive
Appui juridique et plaider	Des demandes de mise en liberté et de modification de garde ont été rédigées au profit des enfants. Les droits et garanties procédurales des mineurs mis en œuvre	Pour les infractions de moindre gravité, les juges sont favorables à la libération des enfants avec l'implication des parents et l'indemnisation des victimes. Longue durée des détentions préventives pour des infractions dites graves	Continuer le plaider auprès des juges et autres acteurs judiciaires. Convaincre les juges de libérer les enfants après des périodes de détention provisoire longue tout en impliquant les familles
Appui alimentaire	Une alimentation saine et équilibrée est servie aux ECL, aux enfants de mères détenues et femmes enceintes une fois par semaine	A la BPM comme au COM et MACA les ECL ont eu droit à l'apport d'aliments et de compléments alimentaires, améliorant quelque peu leur alimentation. Les enfants de mères détenues ont bénéficié de produits laitiers, de sucre, de kilogramme de riz, de pâte alimentaire en plus des produits hygiéniques	Développer des mécanismes par la mobilisation de vivres mais également par des actions concertées entre acteurs intervenants.
Appui sanitaire	des meilleures conditions de détention hygiénique et saine ont été assurées en faveur des ECL	Dons de draps, seaux de bain, des cartons de javel, de savon liquide et morceaux de savon, des assiettes et des verres. Remise de kits de toilette aux mineurs en garde à vue à la BPM	Des mobilisations de dons sont à faire à ce niveau vu que les conditions hygiéniques malgré les efforts sont des plus précaires
Appui médical	Les mineurs bénéficient d'une assistance médicale leur assurant un parfait état de santé durant la détention	Les pathologies relevées sont des cas de fièvre (maux de tête, corps chaud, état grippal) des troubles gastriques, des cas de blessures. Des ordonnances ont été prescrites et des médicaments disponibles ont été administrés notamment des paracétamols, des pansements ont été faits. Notre intervention a permis l'opération chirurgicale d'un enfant	Le COM comme la MACA manque de médicaments. Ceux mis à disposition par DDE-CI ont permis de répondre aux attentes des malades mais s'avèrent insuffisants. Les médicaments prescrits ne sont pas

		souffrant d'appendicite au CHU de Yopougon	achetés par la direction du COM
Réinsertion	Des ECL réinsérés au plan familial, scolaire et socio professionnelle	Les médiations menées auprès des familles ont permis une réinsertion des enfants au niveau familial. Nous notons aussi une parfaite exécution de quelques projets de vie des mineurs.	Déployer plus d'intervenants pour assurer une parfaite réinsertion des ECL Signature d'accord avec des corps de métier ou des faitière de métiers comme la chambre nationale des métiers de CI
Alphabétisation	Les mineurs savent lire, écrire et faire des calculs arithmétiques. Les mineurs connaissent ce que c'est que les droits de l'Homme et la citoyenneté	Les mineurs sont intéressés par les différentes activités de l'alphabétisation et surtout l'éducation aux droits de l'Homme et à la citoyenneté	Fournir l'alphabétisation d'ouvrages didactiques

AXE 2 : Actions de mobilisation sociale et communautaire

Programme EHA

Organiser des groupes de parole avec les frères et sœurs des EHA	Un seul groupe de parole a été réalisé au CREA avec les frères et sœurs des EHA. Ce groupe de parole a porté sur <i>"la perception du handicap par les frères et sœurs" des EHA</i>	A travers les interventions, la majorité des adolescents disent n'avoir pas honte du handicap de leur frère ou sœur, bien au contraire, ils les aiment bien et les considèrent comme des enfants normaux. Certains ont fait remarquer que leur frère ou sœur joue souvent avec les enfants valides qui sont moins âgés qu'eux ; préoccupation se référant à l'âge mental et l'âge physiologique ; un EHA de 12 ans (âge physiologique) réagit comme un enfant de 6 ans (âge mental). Au terme de cette rencontre, les participants instruits s'engagent à s'impliquer davantage aux côtés de leur frère et sœur en situation de handicap.	Reprendre l'activité à la rentrée scolaire 2014-2015.
Apporter aux parents d'enfants en situation de handicap un appui psychosocial	28 séances d'écoute, 45 séances de guidance parentale, 03 séances de groupes de parole en faveur de 45 parents ont été effectuées	-Les séances d'écoute ont permis de rédiger 25 histoires de vie et orienter 08 enfants vers d'autres structures adaptées à leur handicap. Elles ont aussi permis de comprendre la perception du handicap par les parents qui se traduit par les sentiments de culpabilité, de rejet de l'enfant, de punition de Dieu... -les séances de guidance ont permis aux parents de comprendre	

		<p>l'étiologie du handicap afin de rompre avec les préjugés ou les ancrages socioculturels.</p> <p>Les groupes de parole constituent des plates formes d'échanges entre parents ou frères et sœurs sur les difficultés qu'ils rencontrent dans la prise en charge des EHA.</p>	
Organiser la journée mondiale de sensibilisation à l'autisme.	<p>La commémoration de la journée mondiale de sensibilisation à l'autisme (JMSA) organisée au CREA a regroupé environ 150 participants et quatre (Radio-CI, RTI 1^{ère} Chaîne, Radio Yopougon et la Radio Nationale Catholique).</p>	<p>Deux communications : "l'inclusion des EHA" et "l'importance du sport pour les EHA". 200 dépliants sur les caractéristiques du handicap ont été distribués aux participants. Les participants disent être beaucoup informés sur la pathologie et seraient capables d'en faire dorénavant le dépistage.</p> <p>Quelques jours après la JMSA, plus de quinze EHA ont été orientés vers le CREA.</p>	Poursuivre l'activité
Organiser un centre de vacances en faveur des EHA	<p>La 7^{ème} édition de centre de vacances dénommée "vivre ensemble avec nos différences" ayant regroupé 52 enfants dont 36 EHA et 16 enfants dits normaux, a eu lieu au centre « Grain de Soleil » de Bécédi dans le Département de Sikensi, du 06 au 22 août 2014.</p> <p>Plusieurs activités d'éveil et animation, de vie quotidienne, de causerie à thème, de sensibilisation et de mobilisation sociale à la compréhension du handicap et des droits des enfants de sport, de sortie-découverte ainsi que des ateliers de fabrication d'objets d'art, de peinture, de colliers...ont meublé le séjour des colons.</p>	<p>Bonne exécution des activités avec et par les enfants dans un esprit de convivialité. Le principe de « l'Enfant pour enfant » et l'acceptation mutuelle entre les enfants ont été aussi constatés. Les jeux et les activités sportives ont été des moments de liesse populaire entre les enfants. Les ateliers ont démontré l'esprit de motivation et de créativité des enfants.</p> <p>L'apothéose du centre vacances, édition 2014, marquée par la cérémonie de clôture a été l'occasion pour DDE-CI d'inviter la société civile et les politiques à créer une société inclusive pour les personnes en situation de handicap.</p> <p>Environ une centaine de personnes (autorités militaires, 1^{er} Adjoint au Maire de Sikensi, les autorités coutumières et religieuses, les Chefs de Service, parents des EHA) ; parrainage par le Maire de la Commune de Sikensi.</p>	Reconduire l'activité pour l'année 2015
Organiser des groupes de parole avec les mamans de la rééducation	<p>03 groupes de parole réalisés au CREA en faveur de 15 mères/mamans d'enfants avec handicap. Il ressort des échanges que l'annonce du handicap n'est pas faite de façon systématique aux parents.</p>	<p>Les mères ignorant les causes du handicap, attendent de la rééducation la guérison de leur enfant. Au terme des échanges, les mamans ont compris les causes du handicap et promettent s'impliquer dans la rééducation de leur enfant et dans le processus de dépistage des EHA.</p>	Continuer l'activité.

Informer les enseignants du préscolaire/ primaire sur les signes précurseurs du handicap	03 séances d'échanges et d'information réalisées ont permis de toucher 38 enseignants.	Les participants ont apprécié l'activité et souhaité qu'elle soit reconduite pour la rentrée scolaire 2014-2015. Aussi faut-il indiquer que les préparatifs des examens de fin d'année par les enseignants n'ont pas permis de poursuivre l'activité	Poursuivre l'activité à la reprise de l'année scolaire 2014-2015
Organiser la commémoration des 25 ans de la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE)	La cérémonie a eu lieu au CREA le 28 décembre 2014 et présidée par la Directrice de la Protection de l'Enfant (DPE) a vu la participation de plusieurs personnalités entre autres les Représentants de la Direction de la Protection Sociale, des ONG de droits pour les Enfants de Côte d'Ivoire, Côte d'Ivoire Prospérité, l'APEH-YOP, des Centres Sociaux...	La commémoration des 25 ans de la CDE a permis aux invités et partenaires de se faire une idée de la situation des enfants en Côte d'Ivoire notamment de ce qui est fait par l'Etat de Côte d'Ivoire ainsi que les ONG et les perspectives pour les années à venir. messages forts des enfants au public à travers des poèmes, des saynètes : "L'éducation est un droit pour tous"; "Non aux violences faites aux enfants". Plus de 100 copies de la CDE ont été distribuées aux invités.	
Organiser au CREA deux (02) arbres de Noël	Deux (02) arbres de Noël offerts ont eu lieu les 13 et 20 décembre 2014 au CREA. Des cadeaux, des vivres et non vivres estimés à 1800.000FCFA offerts à 100 enfants.	Ces fêtes offertes respectivement par une bienfaitrice et Rotary-club Abidjan Atlantis ont permis aux bénéficiaires du CREA de se réjouir comme leurs pairs.	Continuer l'activité
Participer à une émission radiophonique sur la "Politique de l'insertion des personnes handicapées"	la DPPH a organisé une émission radiophonique sur "la politique de l'insertion des personnes handicapées" le 03 décembre 2014 à la Radio Yopougon. Ont pris part au panel, le Directeur de l'INIPA, un représentant de la DPPH et le Responsable du CREA.	Commémoration de la journée internationale des personnes handicapées, édition 2014, L'émission qui a duré environ 45 mn a permis d'informer environ 1.000.000 de personnes sur les actions menées en faveur des personnes porteuses de handicap personnes. Environ 300 personnes handicapées recrutées à la Fonction publique à travers le recrutement dérogatoire	
Programme ESB			
Sensibilisation	7 ateliers de sensibilisation des organisations communautaires de base à Yopougon (4), Abobo (1), Locodjro (1) et à Cocody Blockauss (1) Les communautés et association de jeunes /femmes formés à la prévention et la médiation pénale ; mise en place de comités de médiation sectorielle ESB	Mobilisation communautaire ayant permis de faire le suivi des activités de médiation. Dans tous les lieux, il faut souligner la détermination des acteurs à œuvrer que les ECL ne partent plus en prison. Les comités devront y veiller et rendre compte au Programme. 165 chefs ethniques, coutumiers et leaders de jeunesse et de femmes des communautés sensibilisés à la prise en charge des ECL et de leurs victimes	Continuer la sensibilisation des communautés sur la prévention et la médiation et faire le suivi des activités

Réunion du groupe COM	6 réunions du groupe COM ont été tenues réunissant 7 structures	Identifier les problèmes du COM notamment les problèmes d'hygiène, bilan des activités des membres du groupe, création d'un blog pour les ECL du COM ; Proposition de dates pour aboutir à des actions de plaidoyer; 3 ONG locales (DDE-CI, MESAD, CAE), 1 SNU (ONU CI), 1 ministère/ DPJEJ, 2 ONG inter. FA et CICR	initier des rencontres tournantes en vue d'une plus grande implication des acteurs
Évènement public : les 25 ans de la CDE et la situation des ECL (27 Nov.	Conférence : Regard sur la situation des ECL 25 ans après la ratification de la CIDE et défis ; présence : 2 TPI, 2 DAP et DPJEJ 6 ONG, 2 SNU, 1 OIM, 1 Le médiateur de la république, 1 Université de Cocody (criminologie, droit, sociologie	Des avancées notables à relever notamment en matière de réforme; des insuffisances existantes; solutions envisagées notamment la parentalité positive	Seul événement à réfléchir sur la situation des ECL durant les festivités marquant les 25 ans de la CDE. Aussi conviendrait-il de sensibiliser les pouvoirs publics en vue d'améliorer la situation carcérale des mineurs
Atelier de parentalité positive	5 ateliers de parentalité positive ont eu lieu au COM et concerné 20 parents et 20 enfants	Cet atelier permet de renouer les liens entre les enfants et leurs parents qui sont pour la plupart rompus parce que l'enfant se trouve à la maison d'arrêt ou au COM	
Réalisation d'émissions radio et d'interviews	Les médias font un large écho du volet restauratif des ECL auprès du public : 6 émissions sur la réinsertion des ECL, le rôle de l'école et de l'éducation et l'impact du programme sur les ECL; 4 interviews d'ECL; 4 interviews radios et 2 interview dans la presse écrite; 8 articles de presse sur les activités du programme	Les médias ont sensibilisé la population sur les ECL aux fins de faciliter leur réinsertion ; les interviews, les émissions sur et avec les ECL ont permis d'évoquer les difficultés qui sont les leurs et d'attirer l'attention des décideurs;	Seulement quelques médias accordent un temps d'antenne ou un espace aux ECL, il serait donc souhaitable à leur nombre d'y ajouter d'autres. cela passe inexorablement par la formation et la sensibilisation
AXE 3 : Actions de renforcement des capacités des acteurs de la société civile			
Programme EHA			
Former le personnel du programme à l'analyse FFOM	La formation à l'analyse forces, faiblesses, opportunités et menaces (FFOM) a été faite à l'endroit de l'équipe d'encadrement du programme au nombre de 15.	Nous estimons que le personnel composé d'Educateurs spécialisés, d'Educateurs préscolaires...est dorénavant capable de faire l'analyse FFOM en vue d'identifier clairement les perspectives.	Identifier d'autres modules de formation pour les trimestres à venir.
Programme EVA			
formation	01 séance de formation et 11 réunions à l'endroit des membres du réseau EDR :(DDE CI, Foyer AKWABA, Village Marie Dominique, Foyer Don Bosco, MESAD)	Cet atelier de formation a permis de renforcer les capacités des membres du réseau EDR. Ils sont dorénavant mieux outillés pour mener efficacement les actions de rue. Les différentes réunions ont contribué à améliorer la synergie d'action	Continuer de participer aux activités du réseau

Atelier de formation	01 séance à l'intention des animateurs du programme EVA pour les outiller à l'utilisation du système Sankoré faite au CREA ; Les participants savent désormais comment monter une classe numérique sankoré, les différentes composantes et fonctionnalités du logiciel.	Le logiciel libre SANKORE, étant une innovation technologique en matière d'éducation pour tous, notamment pour les couches défavorisées de la société, les acteurs pédagogiques du programme EVA ont été formés à son usage en vue du développement des pratiques pédagogiques sur la base de classe numérique interactive SANKORE.	Utiliser régulièrement le logiciel Sankoré au cours des séances d'alphabétisation.
Programme ESB			
Formation des travailleurs sociaux	Des travailleurs sociaux des complexes socio-éducatifs d'Abobo, de Cocody et de Yopougon ont été formés à la PEC des ECL	Forte mobilisation des travailleurs sociaux	la démultiplication de ces renforcements de capacité de sorte à toucher un plus grand nombre de Travailleurs Sociaux
Formation de journalistes et animateurs de radio	hommes de médias ont été formés sur la justice juvénile restaurative	Peu de médias y ont été représentés en dépit de l'envoi des courriers	Changer le lieu de la formation qui était au CEPA, un lieu difficile d'accès
Formation de personnel pénitentiaire	Des agents d'encadrement et 5 contrôleurs des établissements pénitentiaires ont été formés sur la protection et l'encadrement des ECL en milieu carcéral et en institution	Enthousiasme des agents pénitentiaires	Renouvellement des formations à l'endroit des agents pénitentiaires et acteurs de la justice en général
Renforcement des capacités des magistrats	magistrats et assesseurs au tribunal pour enfants ont été formés	Les magistrats s'accrochent très souvent au texte et demande que les textes soient réécrit pour favoriser la déjudiciarisation et les alternatives à l'emprisonnement des ECL	Renforcer le plaidoyer pour la réforme des textes pénaux de protection des enfants en y incluant la déjudiciarisation
AXE 4 : Plaidoyer			
Programme EHA			
Participer aux réunions du comité de suivi	Trois rencontres ont été tenues : la convention relative aux droits des personnes handicapées (CRDPH de 2006) a été ratifiée par la Côte d'Ivoire le 10 janvier 2014.	Cette convention mise en vigueur depuis 2008 a été massivement ratifiée dont la Côte d'Ivoire. Le plaidoyer va désormais s'orienter vers la ratification des protocoles facultatifs.	Faire le plaidoyer pour la ratification des protocoles facultatifs.
Plaidoyer pour l'obtention des subventions pour le CREA	Un montant total de 19.000.000FCFA dont 3.000.000F du MEEASFP, 2.500.000F du District d'Abidjan et 13.500.000F de la Fondation Liliane a été obtenu.	Nous saluons la contribution de l'Etat et celle de la Fondation Liliane. que cet acte de l'Etat ne soit pas un acte ponctuel.	Poursuivre l'action et l'étendre aux collectivités

Participer à l'atelier de finalisation et de validation	Au terme de l'atelier, trois cartes ont été retenues: carte rouge aux personnes dont l'incapacité est supérieure ou égale à 80%; carte verte aux personnes dont l'incapacité est comprise entre 50 et 79%; carte blanche aux personnes dont l'incapacité est comprise entre 20 et 49%. Ces différentes cartes pour profiter des avantages dans le transport, la santé, l'éducation, de la formation, de l'emploi...	Ce projet de décret entre dans le cadre de l'application de la loi N° 98-540 du 10 novembre 1998 d'orientation en faveur des personnes handicapées. Plusieurs participants dont des ONG, des Associations de personnes handicapées, des ministères techniques (Education Nationale, Santé, Famille, Justice, Sports et Loisirs et Communication) ont pris part à l'élaboration dudit décret : l'institutionnalisation de la carte d'invalidité pour les personnes handicapées	Faire le suivi pour que ce décret soit signé par le Président de la République.
Programme ESB			
Plaidoyer auprès des juges	Les dossiers des ECL sont présentés aux Juges des enfants par le programme qui en fait un suivi auprès de ceux-ci en vue de la libération des ECL tout en impliquant leur famille Acteurs ciblés : 3 Juges des Tribunaux du Plateau et Yopougon, Policiers de la Brigade des mineurs; Educateurs du COM, Garde pénitentiaire MACA et COM	Ces rencontres de plaidoyer ont permis de libérer 45 enfants avant les vacances judiciaires passées Les gardes pénitentiaires, les officiers de police judiciaire ainsi que les éducateurs sont de plus en plus sensible aux questions de protection et de droits des enfants en conflit avec la loi Les juges sont favorables pour des réponses autre que la détention des ECL cependant déficients d'alternatives.	Favoriser la déjudiciarisation des litiges impliquant les enfants Former davantage les acteurs de la justice y compris les magistrats
Plaidoyer auprès des officiers de police judiciaires	Les OPJ de la BPM sont sensibilisés et convaincus d'apporter aux ECL des réponses restauratives	Les OPJ recherchent de plus en plus, des solutions restauratives en faveur des ECL en lieu et place des répressions systématiques	Permettre à la police sous le contrôle du procureur de la république, de déjudiciariser certains litiges
Plaidoyer auprès du COM et de la MACA	Des rencontres effectuées permettent l'amélioration des conditions des mineurs sous OGP et MD	Exécution des régimes de détention conformément aux règles et standards ; Identification des difficultés et recherche de solutions. Suivi de gestion des dons. Plaidoyer auprès des éducateurs, des gardes pénitentiaires, pour protéger davantage les droits des enfants privés de liberté	Prévoir des séances de renforcement des capacités des intervenants du COM et MACA
Un atelier sur l'état des lieux de la situation des enfants évoluant dans la rue	Bilan fait sur la situation des EDR et défis identifiés et énoncé de feuille de route visant le développement d'un plan ciblé.	Cela a permis de situer la délinquance juvénile et d'envisager des actions concertées, intersectorielles. Aussi comprendre la situation sur divers angles; Les ONG, les ministères (MSFFE, MMEASFP, MJDHLP, MENET, MSLS, MJS, MEMIS, MD, les autorités coutumières et municipales, le PECL, SNU, université)	La mise en route effective de la feuille de route qui passe par l'octroi de subvention aux ONG intervenants car cette action auprès des enfants de la rue pourrait permettre de prévenir la délinquance juvénile

Un atelier avec l'UNICEF et l'IBCR (International Bureau of Child Rights)	Le programme a participé à l'atelier de clôture sur les droits et la protection des enfants à l'attention des policiers et gendarme	Cet atelier a permis de faire le point de faire le point des formations pilote des écoles de gendarmerie et de police ainsi que les différents modules qui ont été validé concernant la formation initiale, la formation continue et la formation spécialisée	Voir rapport de l'atelier
---	---	---	---------------------------

2.2 Activités menées sur le volet « MIGRATION »

En cette fin d'année 2014, ce volet spécifique a été dégagé de l'ensemble des activités de DDECI de manière à comprendre mieux le phénomène tout en veillant à répondre aux différentes sollicitations ; au cours de l'année 2014, sous le financement SSI-RAO, les activités suivantes ont été menées :

- Identifier et référer au moins 50 enfants migrants à DDECI en vue de leur PEC holistique
- Organiser leurs retours en familles
- Activer les recherches de famille et l'évaluation sociale
- Elaborer et exécuter les projets de vie des enfants et contribuer au soutien socio-économique de leurs familles
- Effectuer le suivi individuel des enfants

L'exécution régulière de cette chaîne privilégie les actions directes en faveur des cibles ;

Pour chaque enfant, le dossier de documents à fournir comprend 6 fiches :

- fiche d'identification dans le pays d'accueil,
- fiche de recherche dans le pays d'accueil à vérifier dans le pays d'origine,
- fiche d'évaluation personnelle de l'enfant dans le pays d'accueil,
- fiche d'évaluation de l'environnement familial de l'enfant dans le pays d'origine et
- fiche pour l'élaboration du projet de vie dans le pays d'origine
- fiche de suivi-évaluation dans le pays d'origine.

Ces différentes fiches ne sont pas toujours au même niveau de remplissage pour tous les enfants concernés.

Par ailleurs, cette assistance touche plusieurs pays de la sous-région. La majorité des cas représente les enfants non accompagnés/ séparés en provenance des pays voisins victimes de trafic ou égarés à l'issue des déplacements de leurs familles en quête d'un mieux-être.

Le reste des effectifs est essentiellement composé d'enfants ivoiriens victimes de mouvements de populations liés aussi bien au système de confiage qu'aux égarements lors du déplacement de familles et aux fugues pour des raisons de maltraitance, de violence.

La répartition des résultats par rubrique permet d'avoir le nombre d'enfants ayant bénéficié de cette assistance SSI RAO au cours de l'exercice 2014 :

Libellé de l'activité	Objectif	
	Planifié	Réalisé
IDENTIFICATION	63 enfants +9 Adultes	
ECOUTE	121	121

Libellé de l'activité	Objectif	
	Planifié	Réalisé
DOCUMENTATION DES FICHES	102	146
REINSERTIONS	40	36
RECHERCHES	50	60
PROJET DE VIES	15	08

NOMBRE D'ENFANTS CONCERNES PAR PAYS

PAYS	BURKINA	BENIN	COTE D'IVOIRE	GHANA	NIGERIA	TOGOLAIS	GUINEE	GABON	MALI
NOMBRE	26	06	05	06	06	07	03	01	05
SEXE	07F /19 M	01F/05M	01F/04 M	01M/05F	03M/03F	05M/02F	02F/01M	01M	01F/04M
TOTAL DES ENFANTS	64								

Il faut noter qu'un enfant peut se retrouver avec plusieurs fiches à documenter ; mais ces fiches peuvent se retrouver dans les pays d'identification de l'enfant autre que la Cote d'Ivoire ; ce qui explique le nombre de fiches (146) supérieur au nombre total d'enfants touchés (64)

Ces actions directes en faveur des enfants ont nécessité des déplacements transfrontaliers et internes de l'agent de terrain en charge, dont :

- 06 missions de réunifications familiales effectuées à Aboisso, Benin, Nigeria, Burkina
- 01 mission effectuée à Aboisso pour la mise en œuvre des projets de vies.
- 02 missions effectuées dans le cadre de la Rencontre annuelle comité de pilotage au Cap Vert et au Mali (COPIL).

L'exécution des activités dans chaque programme s'est trouvée parfois heurtée à des difficultés ; des tentatives de solutions ont été apportées à chaque niveau, qui méritent d'être rapportées ici pour en tirer des leçons.

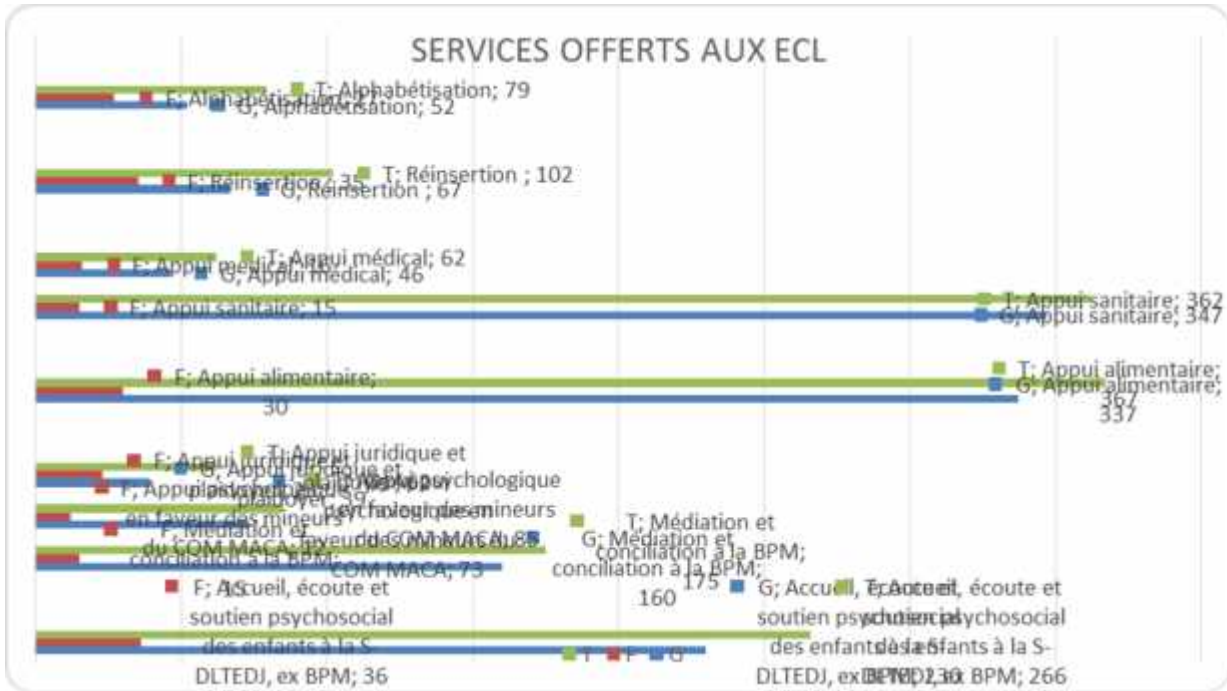
3. Niveau d'atteinte des cibles par les Programmes

L'ensemble des activités par programme a permis de relever quelques indicateurs pour mesurer le niveau d'atteinte des résultats durant l'exercice 2014. Concernant les actions directes en faveur des enfants

Indicateur	Cibles atteintes		
	M	F	Total
AXE 1: Actions directes en faveur des enfants			
Programme EHA			
Nombre d'EHA ayant bénéficié d'une assistance médicale appropriée et de qualité	65	51	116

Nombre d'EHA ayant bénéficié d'une éducation adaptée/spécialisée (<i>éveil et stimulation</i>).	50	27	77
Nombre d'EHA ayant accédé aux activités sportives et aux compétitions nationales et internationales	21	12	33
Nombre d'EHA ayant bénéficié d'un soutien et suivi scolaires	13	4	17
Nombre d'EHA ayant bénéficié d'un appui psychosocial	2	0	2
Nombre d'EHA ayant bénéficié d'une Education à la citoyenneté	43	22	65
Programme EVA			
Nombre de nouveaux cas d'enfants en difficulté accueillis	33	29	62
Nombre d'EVA ayant bénéficié d'un abris, d'alimentation	63	56	119
Nombre d'EVA ayant bénéficié d'une assistance médicale	66	48	114
Nombre d'enfants ayant bénéficié d'un appui psychosocial et affectif	56	49	105
Nombre d'enfants ayant bénéficié d'activités socio-éducatives et sportives	65	45	110
Nombre d'enfants ayant bénéficié de recherche de famille	51	36	87
Nombre d'enfants ayant bénéficié de médiations familiales	50	42	92
Nombre d'enfants ayant bénéficié de réinsertion/placement en institution ou en famille d'accueil	55	45	100
Nombre d'enfants ayant bénéficié de suivi en famille et en institution	56	34	90
Nombre d'enfants ayant bénéficié inscrits et suivis au centre d'Eveil de la petite enfance	93	77	170

Programme ESB : Nombre d'enfants en Conflit avec la Loi touchés par service offert



Cet exercice de rassemblement des indicateurs d'appréciation des résultats a été difficile du fait de l'inexistence d'un service de suivi-évaluation en charge de la conception et la collecte et la mise à disposition en continu des données statistiques.

4. Difficultés au niveau de l'exécution des Programmes

	Difficultés	Solutions apportées	Recommandations	Responsable
Programme EHA				
<i>Assistance médicale:</i>	-Irrégularité des EHA aux séances de rééducation -Indigence des parents	-Séances de sensibilisation et des visites à domicile. -Mise en place des tarifs sociaux	Poursuivre les visites à domicile et les séances de sensibilisation	-Educatrices -CP -AS
<i>Eveil et stimulation :</i>	-Insuffisance du personnel encadrant à l'éveil précoce. -départ des étudiants stagiaires de l'INFS -Hétérogénéité des groupe classe par faute de détermination précise du handicap; on retrouve des handicaps associés dans une même classe	-Appui des bénévoles et des stagiaires de l'INFS. -Demande des stagiaires de l'INFS pour le stage de vacances - La détermination du handicap par le kinésithérapeute ou un éducateur spécialisé	-Demander la mise à disposition des fonctionnaires à DDE-CI/Bice. - Engager un psychologue ou un psychologue vacataire (temps partiel) pour la détermination exacte du handicap	-PCA -DE
<i>Soutien et suivi scolaire</i>	La majorité des parents sont indigents si bien qu'ils n'arrivent pas à donner la contribution demandée	Sensibiliser les parents à contribuer aux charges scolaires de leur enfant.	Initier les actions de parrainage	-CP -Educatrice
<i>Accompagnement psychosocial</i>	Le manque de psychologue sur le programme pour approfondir les écoutes	Nous utilisons les services d'une assistante sociale bénévole	Pourvoir au programme un psychologue ou un psychologue stagiaire	-DE -Administration

Programme ESB				
<i>Assistance médicale</i>	Manque de médicaments, insuffisance des dons en vivre et non vivre, non communication des adresses exactes des parents pour la réinsertion	Echange avec l'administration du COM pour la diversification des partenaires afin d'obtenir plus de dons, Multiplication des écoutes et entretiens en vue d'avoir les informations exactes pour la réinsertion des enfants	Augmenter le nombre d'animateur sur le programme, Faire des dons réguliers afin que les enfants puissent en bénéficier régulièrement	Animateurs, Médecin CP Administration DDE-CI
Programme EVA - MIGRATION				
<i>Données statistiques sur les pensionnaires du centre</i>	Archivage inadéquat et inexistant de dossiers des enfants tant physique que numérique	nette amélioration dans le traitement des dossiers des enfants au plan statistique en faisant la saisie informatique	Recruter à terme un chargé de suivi évaluation pour la gestion des données de façon transversale sur tous les programmes	CA
<i>Gestion du centre sauvetage</i>	Les difficultés financières énormes pour la gestion du centre Sauvetage qui assure la prise en charge holistique de ses petits pensionnaires en transit, ont causé des désagréments à ce projet	fermeture dudit centre momentanée à la faveur des vacances (les enfants ont été envoyés dans des colonies de vacances négociées avec des partenaires locaux) ; solution rapidement trouvée pour éviter de priver les enfants du minimum de vie décente à cause de l'épuisement du budget.	Recruter un chargé de programme protection	CA
<i>Hébergement, besoins vitaux</i>	La rareté des ressources financières propres à la mise en œuvre ; Ce programme est budgétivore et depuis 2013, aucune proposition de projets n'est parvenue à terme jusqu'à ce jour.	La collaboration avec les autres partenaires gestionnaires de centres d'accueil comme le foyer Marie Dominique, Don Bosco, Akwaba,	Ecrire et soumettre des projets	CP protection DE
<i>Financement SSI RAO</i>	-Manque de communication DDECI/SSI RAO -Manque de financement. -Limitation du nombre et de l'âge des enfants (18 maximum) accueillir au centre Sauvetage de DDECI ; Inexistence de plan d'action	néant	Normaliser les relations par la mise en place d'une coordination SSI RAO DDE CI ; Financer un plan d'action au lieu de préfinancer les activités ; Rechercher d'autres types de financements.	DPE MSFFE DE

5. Autres activités réalisées

5.1 Autres activités réalisées au niveau des programmes

Période	Libellé de l'activité	Résultats & Commentaires
08 jan-10 déc 2014	Animations des réunions hebdomadaires de l'équipe du programme EHA	Ces réunions qui ont eu lieu tous les mercredis après-midis sont des moments des bilans des activités hebdomadaires, de décisions et d'orientation.
06 janvier au 08 décembre 2014	Participation aux réunions hebdomadaires de staff chaque lundi matin au Siège de DDE-CI à Adjamé, au CEPA	Ces réunions dirigées par la Directrice Exécutive sont des espaces pour présenter le bilan narratif et financier des actions menées au cours de la semaine précédente puis des perspectives et orientations.
02 février au 09 décembre 2014	Participation aux réunions mensuelles du Forum des ONG et Associations d'Aide à l'Enfance	Ce sont des moments d'échanges, d'informations et de prise de position sur la situation des enfants en Côte d'Ivoire.
19 au 20 mars 2014	Evaluation des activités du premier trimestre 2014	Présentation par activités, des résultats obtenus, des difficultés rencontrées et des perspectives pour le trimestre à venir.
07 au 12 avril 2014	Rédaction des rapports d'activités 1er trimestre 2014 du programme EHA et du CREA	Rapports finalisés et transmis à la DE
15 avril 2014	Rédaction du rapport narratif et financier de la Fondation Liliane	Le rapport est finalisé et transmis à la Fondation Liliane. Un financement de 3.000.000FCFA a été obtenu
18 janvier au 06 décembre 2014	Participation aux réunions mensuelles de l'association des parents d'enfants handicapés de Yopougon	Faire un accompagnement de l'association pour la rendre plus dynamique
29 mai 2014	Production du 1er draft du rapport d'activités DDE-CI 2013	Le rapport a été soumis à la DE pour finalisation
16 juin 2014	Participation aux activités de la journée de l'enfant africain organisée par le Forum des ONG	Les enfants du programme ont activement participé à cette manifestation à travers la présentation des saynètes sur leurs droits...
25 au 26 juin 2014	Evaluation des activités du 2ème trimestre 2014	Présentation par activités des résultats obtenus, des difficultés rencontrées et des perspectives pour le trimestre à venir.
16 au 18 juillet 2014	Participation à l'atelier de revue des activités de DDE-CI de janvier 2013 à juin 2014	Cet atelier vise la mise en place du plan stratégique de DDE-CI pour les années à venir.
08 août 2014	Séance de travail avec l'auditeur recommandé par la Fondation Liliane sur les financements reçus de cette institution	L'auditeur a bien apprécié le travail effectué ainsi que les justifications qui lui sont présentées.
25 août – 23 oct2014	Participation à la signature de la convention entre la FOCIT et DDE-CI pour des travaux de réhabilitation du CREA	Les travaux de réhabilitation du CREA ont été effectivement réalisés par la FOCIT et depuis le 23 octobre 2014, l'on a procédé à la remise des travaux. Ces travaux donnent un nouveau "visage" au complexe et les enfants vivent désormais dans un cadre beaucoup plus sain et agréable.
29 août 2014	Participation à l'atelier organisé par DDE-CI Sur la gestion des conflits, des stress, la connaissance de soi, la relation d'aide, le développement	Cet atelier a été l'occasion pour le personnel de DDE-CI d'évacuer son stress.

Période	Libellé de l'activité	Résultats & Commentaires
	organisationnel et personnel.	
09 septembre 2014	Participation à la réunion de rentrée du COGES-CESEH	Des mesures concernant la sécurité des enfants, leur transport, les frais de la cantine et de la scolarité ont été discutés.
18 septembre 2014	Séance de travail avec l'ONG Agny NêYoudré qui intervient sur la problématique du handicap.	L'ONG susmentionnée sollicite de la part de DDE-CI un accompagnement sur la vie associative, le renforcement des capacités de ses intervenants. Il a été suggéré au Responsable d'adresser une demande à DDE-CI
18 au 19 septembre 2014	Rédaction du rapport du programme EHA de juin 2014 à septembre 2014	Rapport finalisé et transmis à la DE

Al'instar du programme EHA, les deux autres programmes ont eu quelques activités similaires de gestion quotidienne.

5.2 Activités réalisées au niveau de la coordination, supervision et représentation

Période	Libellé de l'activité	Résultats & Commentaires
03-06 juin 2014	Production du rapport d'activités de DDECI de 2013 ; Echange avec les représentants de la fondation Liliane en mission en Côte d'Ivoire pour le choix d'un nouveau partenaire et visite du centre CEPA avec le nouveau et futur partenaire	DDECI a été retenue comme la future OPS pour abriter les financements de LF en direction des OP et intermédiaires au niveau national ; un siège national devra être trouvé respectant les conditions de visibilité et sécuritaires. Les financements actuels de DDECI ne lui octroyant pas la possibilité d'assurer des charges locatives au-delà de 200 000 FCFA et il faut un siège qui puisse réunir l'ensemble des programmes qui s'est agrandi avec les 3 membres de l'ancienne coordination LF
10 juin 2014	Participation à la cérémonie de lancement de la semaine de l'enfant organisée par le MSFFE	Occasion offerte à la DE de côtoyer les partenaires traditionnels de DDECI
11 juin 2014	Rencontre d'échange avec le représentant RAO Mr DJIBRIL suivi de la signature de la convention DDE-CI / SSI/RAO	Un plan d'action budgétisé sur une période de 3 mois a été soumis et approuvé mais dans la pratique, le mode de financement est le paiement après action ; ce qui a perturbé la trésorerie déjà fragile
24 juin 2014	Séance de travail avec la RA pour la prise de connaissance des dossiers du personnel et avec le RF pour l'état des financements des programmes	Le constat de la forte présence de fonctionnaires qui dans ces moments de soudure que traverse DDECI, paraît très utile, mais qui, par effet de boomerang peut être préjudiciable au caractère privé de l'ONG et fragiliser la structure en la rendant dépendante de l'Etat et manipulable par les fonctionnaires en

Période	Libellé de l'activité	Résultats & Commentaires
		interne ; au niveau des finances, il urge de trouver de nouveaux financements propres à DDECI lui permettant d'avoir des frais de gestion conséquents en vue de prendre en charges les frais de fonctionnement du CA et d'autres charges propres à sa notoriété La décision de renforcer les procédures de dépenses et de passation des marchés qui se font dans les programmes
28 juin 2014	Participation à la cérémonie de clôture des activités de l'année académique Crescendo Vie à Grand-Bassam	Cf. rapport
1 ^{er} juillet 2014	participation à la réunion du CA	Une première pour la DE qui s'y est vue attribué le rôle de Secrétaire ; Cf. rapport
16 au 18 Juillet 2014	Atelier de revue des activités de DDE-CI de janvier 2013 à juin 2014 Consolidation du rapport de la revue bilan	D'importantes décisions ont été prises et la résultante est de permettre à DDECI de se doter de plan stratégique des prochaines années et engager des recherches de financement avec cet outil de planification
Du 20 juillet au 25 août 14	organisation des commissions de travail sur la planification future et 3 séances de mise en commun des différents travaux des commissions animées par les CP et SLF Don Orione	Travail laborieux d'autant plus que DDECI n'a pas, depuis plusieurs années, de planifications annuelles pré élaborées avec des indicateurs clairs d'atteinte de résultats
	Participation aux rencontres mensuelles de coordination du groupe COM, Visite de prise de contact et de visite du centre Amigo Doumé, du centre Don Orione ; participation à l'atelier organisé par PROJUSTICE sur les VBG	Cf rapport des différentes rencontres
Du 14 au 17 août 2014 :	Formation et états généraux à RACH Gagnoa	La structure a décidé de faire sa mu sous la direction avisée du RP Hugues provisoirement nommé PCA. Ce fut une rencontre formative du personnel de RACH et une analyse objective des difficultés tant organisationnelles que programmatiques et des orientations à venir. Cette visite a marqué le départ de réformes au sein du RACH à partir d'un calendrier de tâches précises à exécuter dans un délai imparti
21 août 2014	Participation à la cérémonie de clôture du centre de vacances à Bécédi / Sikensi	Une implication réelle des autorités locales qui est à réitérer dans les prochaines éditions
29 août 2014	Séminaire de « Team Building » pour le personnel de DDECI ;	Cf. rapport
1-05 septembre 2014	Visite de courtoisie au Foyer Akwaba, au village Don Bosco et à la BPM et suivi du chantier Orange au CESEH, au CEPA	L'occasion donnée pour renouer les partenariats et clarifier les objectifs avec les cadres de collaboration L'urgence de déguerpissement de la devanture du site CEPA devient opportune
30 juillet au 2 sept.-14	rédaction du plan stratégique 2015-2019	Ce document stratégique devient la boussole des futures actions de DDECI ;

Période	Libellé de l'activité	Résultats & Commentaires
		tout projet conçu et soumis à financement émane de ce plan cadre
	Finalisation de la révision du manuel de procédures de gestion financière, administrative et du personnel	En projet : le manuel de planification et de suivi- évaluation et le manuel de gestion des OP. Les différents documents feront l'objet de lecture partagée et de validation
Chaque semaine	Participation aux réunions du staff chaque lundi dans les mesures de nos disponibilités Suivi au quotidien de la gestion programmatique et fiduciaire par des rencontres sectorielles et contrôles de routine	Cf. les rapports de réunions ; notons la non disponibilité de données statistiques régulières au niveau des programmes en général conservées depuis au moins 5 années en arrière, particulièrement pour le programme EVA ; ce qui réduit l'appréciation objective de l'impact et de l'effet de ce programme
Décembre 2014	Ouverture de l'antenne du projet d'appui à l'inclusion des EHA (PAIEHA) à Bassam	Le staff DDECI a été étoffé des 3 agents de l'ancien bureau de coordination de FL ; et ils occupent l'antenne ouverte à cet effet pour la gestion des sous-subsidations en direction des Organisations Partenaires sur les fonds LILIANE
	Quelques réaménagements effectués dans les occupations des postes du personnel	La question de migration des enfants devient un projet transversal à tous les programmes La coordination et la gestion des centres (CEPA, CESEH) deviennent un maillon essentiel à promouvoir et professionnaliser en vue de la création de ressources propres à DDECI Il est à retenir que les compétences programmatiques et organisationnelles seront prises en compte dans l'occupation des postes
27-28 novembre	Participation de DDECI a l'atelier de revue gestion interne annuelle 2014 du plan de travail 2014-2015 d'UNICEF	La DE a été représentée par un agent du programme EHA ; voir rapport
Novembre-décembre 2014	Réalisation d'un audit sur la période janvier 2013 à juin 2014	Le rapport d'audit disponible ; la lettre de direction planifiant le suivi des recommandations issues de cet audit rédigée et diffusée aux bailleurs

5.3 Activités au niveau de la gestion des ressources humaines et administration

CODE	Libellé de l'activité	Objectif		Etat de réalisation	Commentaires
		Planifié	Réalisé		
COMPOSANTE 1 : RESSOURCE HUMAINE					
	Congés annuels du personnel	non		Réalisé	La planification des congés annuels a été réalisée et affichée dans chaque centre ce qui nous

CODE	Libellé de l'activité	Objectif		Etat de réalisation	Commentaires
		Planifié	Réalisé		
					permet d'avoir une bonne visibilité de la gestion des ressources humaines.
	Fonctionnaires détachés	Demande de 2 fonctionnaires mis à disposition	2 demandes ont été déposées au niveau du Ministère de la Famille	Non réalisé	Pour le renforcement de l'équipe de l'éveil CEPA (Educateur préscolaire) et un Assistant Social pour l'équipe EHA. Pas de disponibilité
	Contrat de travail		1 contrat de travail a été établi	Réalisé	1 contrat CDD pour la période de septembre 2014 à juin 2015
	Accord de collaboration		2 accords de collaboration ont été établis	Réalisé	2 accords de collaboration pour la période d'octobre 2014 à juin 2015
COMPOSANTE 2 : Renforcer la Coordination, la Gestion.					
	Assurer la gestion administrative de DDE-CI	La gestion administrative de DDE-CI est assurée	La gestion administrative de DDE-CI a été assurée	Réalisé	10 réunions des membres du Conseil d'Administration de DDE-CI ont été tenues.
	Assurer la gestion de la caisse	La gestion de la caisse de DDE-CI est assurée	La gestion de la caisse de DDE-CI a été assurée	Réalisé	1 arrêté de caisse est effectué mensuellement avec la comptabilité

5.4 Autres activités réalisées au niveau de l'administration

Outre les activités menées avec la Directrice Exécutive et les rencontres avec les différents partenaires, nous avons été amenés à effectuer certaines tâches résumées dans ce tableau :

N°	Libellé de l'activité	Résultats & Commentaires
1	Mobilisation de Dons	<p>Accord favorable des donateurs en vivres et non vivres de PROSUMA, UNICEF, UNITEM, FER, District d'Abidjan, et CARITAS Côte d'Ivoire ; ce qui a permis de soutenir les besoins primaires des enfants du Sauvetage.</p> <p>Une analyse approfondie a permis de relever la nécessité d'inviter les donateurs privés à répartir leurs dons en deux catégories, à savoir 75% en nature et 25% en espèce pour l'appui psychologique ; en effet, la prise en charge holistique des enfants signifie que tous les services offerts à l'enfant pour lui assurer un développement harmonieux sont</p>

N°	Libellé de l'activité	Résultats & Commentaires
		mesurés grâce au volet réservé aux activités éducatives, et psychologiques menées durablement par des travailleurs sociaux spécialisés. Le personnel encadrant ne peut efficacement travailler qu'en échange de motivation salariale adéquate le mettant à l'abris des besoins de sorte à éviter le détournement des vivres et des non vivres octroyés par les donateurs à des fins commerciales.
2	Organiser la logistique	Atelier de revue des activités de DDE-CI Janvier 2013 à juin 2014 Formation team building
3	Contrat de bail	3 Réalisations de contrat de bail pour des nouveaux locataires des magasins du CREA
4	Affiches sur le Virus Ebola	Demande d'affiches au responsable de la communication de l'UNICEF sur le virus Ebola en vue d'une sensibilisation du personnel, des enfants et de la communauté (retrait des affiches lundi 15 septembre 2014)
5	Assainissement du centre Sauvetage (Appartement Erb Aloïs)	L'environnement du lieu de travail sain pour les travailleurs et les enfants pour une meilleure prise en charge
6	Passation de marché	5 passations de marché ont été effectuées en vue de l'acquisition de matériel et de prestation de service
7	Inventaire du patrimoine	1 inventaire du patrimoine de DDE-CI est réalisé semestriellement en vue d'évaluer l'état du matériel mis à disposition des travailleurs

Perspectives

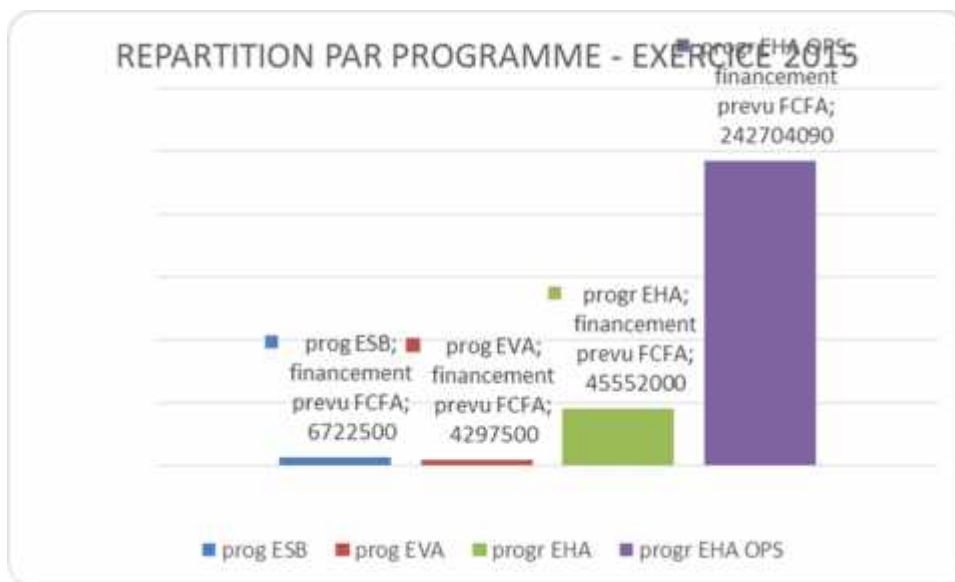
1. Plan d'action et besoins financiers

La structure nationale DDECI a achevé l'année 2014 avec un début de réorganisation tant programmatique que fiduciaire pour plus de crédibilité et de confiance vis-à-vis de bailleurs potentiels.

2015 voit le nouveau volet du programme EHA s'exécuter, positionnant DDECI comme le partenaire stratégique principal de la Fondation Liliane. Cet accord de partenariat invite DDECI à gérer des sous subventions en direction d'au moins 36 organisations partenaires (OP).

Par ailleurs, tous les programmes ont établi des plans d'action précis pour l'exercice 2015 (voir fichiers joints) sur la base du plan stratégique 2015-2019.

Alors que les programmes ESB et EHA ont défini leurs activités en fonction des accords de financement en cour ou en perspective pour 2015, le programme EVA a dressé les activités routinières destinées au fonctionnement du centre Sauvetage et à l'assistance des enfants identifiés.



Le plan d'action du programme ESB est l'aboutissement d'un financement contracté pour 3 ans et qui se poursuit jusqu'en juillet 2015 ; ainsi il reste environ 6 722 500 FCFA à utiliser pour des actions ciblées au regard de ce qui a été réalisé les premières années de l'accord de financement.

Le programme EHA, dont le financement répond à un besoin de prise en charge et d'appui au développement inclusif à travers l'animation et la gestion du CESEH, se retrouve avec des contrats successifs de financement, dont le cumul en termes d'activités à réaliser environne 45 552 000 FCFA.

La négociation entamée depuis juin 2014 par la Fondation Liliane pour faire de DDECI son partenaire stratégique (OPS) a abouti à une convention de partenariat pour gérer des sous subventions d'une proportion équivalente à 242 788 000FCFA.

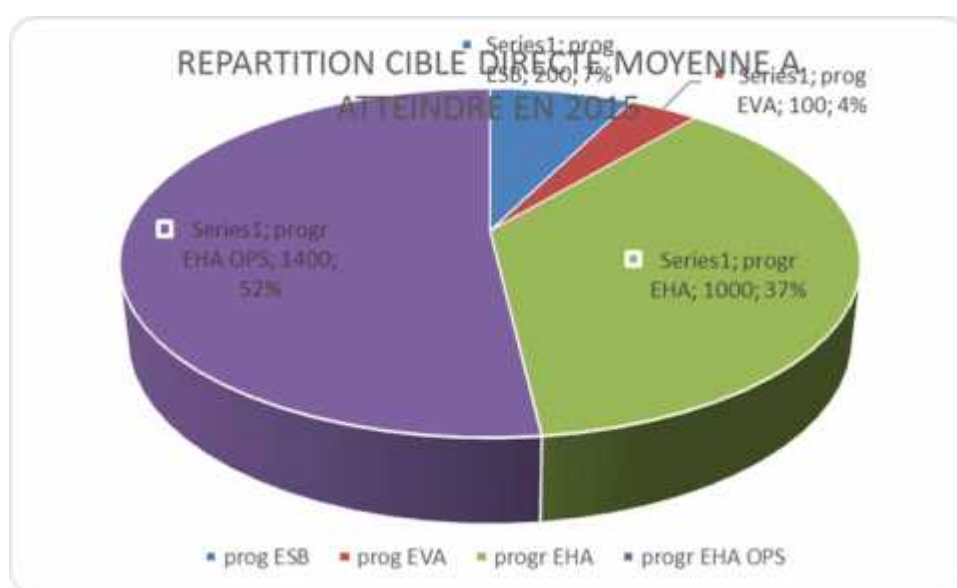
La zone critique se situe au niveau du programme EVA dont le cout estimatif minimum des actions à mener durant l'exercice 2015 avoisine 4 297 500 FCFA sans avoir une vision claire de financement concret et consistant.

Malgré ces montants qui semblent élevés surtout le financement en qualité d'OPS, seul environ 6% du Fonds Liliane sont destinés aux frais de structure DDECI. Ce faisant, il y a une difficulté réelle à faire face aux charges de coordination, administratives et de gestion, particulièrement les ressources humaines, le suivi-évaluation, la logistique et le renforcement des capacités du Conseil d'Administration (CA) ainsi que son fonctionnement.

Il faut noter que le positionnement de DDECI en OPS augmente la charge de travail et exige du professionnalisme qui n'est malheureusement pas soutenue par des salaires conséquents pour un effectif adapté ; ce qui peut rendre précaire la mise en œuvre effective et réussie des engagements pris auprès des bailleurs.

2. Cible à atteindre

Les cibles des différents programmes sont prioritaires et selon la planification 2015 (confère les plans d'action 2015 des programmes) ; une estimation variable en fonction du financement est établie.



Le programme EVA connaît la plus faible quantité de bénéficiaires directs (enfants victimes d'abus) à atteindre du fait de la quasi-absence de financement concret et conséquent.

Le volet gestion de sous subventions espère enregistrer environ 1400 enfants en situation de handicap directement bénéficiaires du financement à travers les Organisation Partenaires (OP).

Des consultations ont été amorcées et se poursuivent avec CBM pour trois projets différents portant respectivement sur l'éducation inclusive, la santé mentale et la santé oculaire infantile ; le processus de planification se poursuit car CBM compte financer un ensemble d'acteurs clés en Côte d'Ivoire dont DDECI pour un travail en réseau.

Enfin, il est important de relever encore le constant soutien de bienfaiteurs : personnes physiques et morales, les entreprises privées, institutions bancaires et des organisations de la société civile ainsi que des clubs services et leur exprimer ici, toute notre gratitude pour les efforts consentis à fournir à DDECI de quoi nourrir, vêtir, entretenir les enfants à notre charge du fait de leur statut. Tout le mérite leur revient car ils ont tous contribué à épauler les travailleurs de DDECI à procurer du bien-être et de la joie aux enfants en conflit avec la loi, victimes d'abus et en situation de handicap.

ANNEXE: ZOOM SUR LE PROGRAMME EHA EN IMAGE ET TEMOIGNAGES



Activités d'éveil et stimulation.

Maman de K.A.B. (K.A.B est trisomique 21)

Opinion de sa mère.

«Blanche s'exprime mieux maintenant. Elle prend des initiatives maintenant ; elle nettoie le salon quand elle estime que c'est sale ; elle prend son bain sans contrainte. Elle fait les petites commissions. Merci au CESEH ».

10-K.E présente un autisme profond.

Opinion de son père.

«Eric se lave seul, se brosse seul ; mais il faut toujours le suivre. Quand il entend sa nièce pleurer, il est fâché, il tourne sur lui-même. Moi, je n'ai pas honte de sortir avec lui. Faites comme moi, ne considérer pas le regard des autres».



Activités de balançoire pour vaincre la peur



Activités de renforcement musculaire



B.J (B.J est hémiplégique avec déficience intellectuelle)

Avis de son père

« Avant l'arrivée de Juriste au centre, il ne pouvait pas utiliser sa main droite. Mais depuis qu'il fait les séances de rééducation, Dieu merci, il y a de l'amélioration. Il fait des petits achats à la boutique et il ramène la monnaie sans problème ».

🇨🇩 Z.H est un cas d'IMC.

Avis de sa mère

« Avant notre arrivée ici, Hermine était raide. Maintenant, elle arrive à s'asseoir ; elle se déplace sur ses fesses. Mais ces derniers temps, elle a été malade si bien qu'elle a régressé un peu »



Jeu de pétanque Activités de natation au Lycée Ste Marie-Cocody

🇨🇩 **3-K. R est trisomique 21.**

Avis de sa mère.

« Roxane ne savait rien faire. A la maison, on l'appelle "maloco", la dormeuse. Désormais, elle lave ses habits, balaie le salon. Son langage s'est amélioré ; on comprend les mots qu'elle prononce. Elle aime bien la natation et c'est elle qui nous rappelle le jour de cette activité. Merci au centre».

🇨🇩 **8-KY.M.E. est un cas d'autiste.**

Voici l'opinion de sa mère.

«Eva est paresseuse; mais elle lave seule ses habits, se brosse seule. Elle n'arrive pas à écrire pourtant elle mémorise tout. Elle aime la tresse et excelle à la natation. Ce que j'ai remarqué est qu'elle joue avec les personnes plus âgées qu'elle. Elle est acceptée par tous au quartier».



Sensibilisation pendant la JMSA.

Saynète sur le droit à la vie

Participants à la JMSA

🇨🇩 **Avis d'un invité**

« J'ai été bien instruit pendant cette manifestation. J'entendais parler comme ça de l'autisme. Mais avec la communication sur l'autisme et le dépliant que je détiens, désormais, je peux identifier cette pathologie »



Activités de loisirs et pendant la sortie détente à Doraville



Activités de loisirs et pendant la sortie détente à Doraville

🇳🇵 Avis de T.K.A.H

« Je suis content d'avoir participé à cette sortie. Il y a beaucoup de jouets à Doraville. Je souhaite qu'on revienne ici ».